

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 7 novembre 2020
Régulièrement convoqué le 30 octobre 2020

Le 07 novembre 2020 à neuf heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVÉAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Mathilde CONTAT, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Sandrine MAGNETTE (Pouvoir M. Nicolas DELOLY), M. Julien DECORTE (pouvoir M. Éric PHÉLIPPEAU)

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

3.06 - SERVITUDE DE RÉSEAU D'EAUX USÉES SUR LA PARCELLE COMMUNALE ZT 535 – FORTUNEAU

Monsieur Karim OUMEDDOUR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Par délibération du 24 juin 2019, le Conseil municipal a approuvé la vente, à Messieurs Grégory SALGADO et Pierre KURZEJA, d'un terrain à bâtir, à destination d'activités, cadastré ZT 528, chemin de Fortuneau, d'une superficie de 5 427 m² en vue d'y installer une activité de location de conteneurs de stockage pour particuliers (type garde-meubles). Le compromis de vente a été signé.

Par arrêté de permis de construire n° PC 02619819M0205, en date du 7 février 2020, ils ont été autorisés à réaliser leur projet qui comprend la réalisation d'un centre de stockage en conteneurs maritimes et d'une ombrière photovoltaïque.

L'arrêté de permis de construire prévoyait que la construction devait obligatoirement être raccordée aux réseaux publics et notamment au réseau des eaux usées ; L'ensemble des frais de raccordement étant à la charge du pétitionnaire.

Dans le cadre de ce projet, le raccordement au réseau des eaux usées s'est avéré difficile à partir du chemin de Fortuneau. En effet, la différence de hauteur entre le projet et le niveau des canalisations publiques doit être suffisamment grande pour permettre un écoulement gravitaire des eaux vers le réseau.

Or, la différence de niveau entre le réseau d'eaux usées du chemin de Fortuneau et du projet ne permet de bénéficier d'une pente suffisante pour l'évacuation des eaux.

Aussi Messieurs Grégory SALGADO et Pierre KURZEJA ont envisagé de raccorder leur projet sur un réseau, plus profond, qui passe à l'Ouest sous les parcelles ZT 152 et 337.

Pour permettre ce raccordement, la canalisation à mettre en place doit alors traverser une parcelle communale cadastrée ZT 535.

Messieurs Grégory SALGADO et Pierre KURZEJA ont donc sollicité la Ville pour constituer une servitude de passage de réseau sur la parcelle communale.

Pour acter son existence juridique, il convient de constituer une servitude de passage de réseau. Cette servitude reprend les conditions générales et particulières relatives à la constitution d'une telle servitude et mentionne les points suivants :

- la Ville autorise Messieurs Grégory SALGADO et Pierre KURZEJA et les agents de la société fermière ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par elle, à pénétrer avec ou sans engin de terrassement en vue de la mise en place, de la surveillance, de l'entretien, de la réparation, du remplacement du réseau à créer,
- le réseau à créer sera positionné à l'endroit le moins dommageable – sur ce point préalablement au démarrage du chantier ; les bénéficiaires de la servitude consulteront les services de la Ville pour définir le tracé définitif de la canalisation,
- les bénéficiaires devront respecter les prescriptions techniques des services de l'Agglomération et de la société fermière émises préalablement au commencement des travaux,
- Messieurs Grégory SALGADO et Pierre KURZEJA s'engagent à remettre en état la parcelle à l'issue du chantier,
- l'établissement de la servitude ne donne droit à aucune indemnité sauf pour les dégâts causés lors de travaux,
- la Ville s'interdit dans l'emprise de la canalisation, de faire des plantations et des modifications du profil du terrain,
- la parcelle est grevée d'une servitude non aedificandi sur toute la longueur de la canalisation. A ce titre, aucune construction bâtie ne pourra être implantée sur l'emprise de la servitude soit 2 mètres de part et d'autre de la canalisation,
- les frais liés à la constitution et à l'enregistrement de la convention seront à la charge de Messieurs Grégory SALGADO et Pierre KURZEJA, ou de toute personne s'y substituant, ainsi que ceux liés au raccordement de l'opération sur le réseau public.

Cette servitude de réseau d'eaux usées sera intégrée dans l'acte notarié, en cours de rédaction par-devant Maître APPIETTO Stéphanie, Notaire à Viviers.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu la délibération du 24 juin 2019 du Conseil municipal approuvant la vente de la parcelle ZT 528,

Vu le permis de construire obtenu sous le n° PC 02619819M0205,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** la constitution d'une servitude de passage de réseau d'eaux usées sur la parcelle cadastrée ZT 535 entre la Ville et Messieurs Grégory SALGADO et Pierre KURZEJA, ou de toute personne s'y substituant, selon les conditions susmentionnées,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tous documents afférents,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 08 novembre 2020

Pour le Maire, par délégation
L'Adjoint au Maire

Karim OUMEDDOUR

